



**Ambassade de France en Arabie
Service économique de Riyad**

Riyad, le 4 mai 2020
Affaire suivie par : Sarah Lagdaa
et Laurent Estrade

Annnonce de rigueur budgétaire à venir par le ministre des Finances saoudien

Résumé : Le ministre des Finances saoudien a annoncé, le 2 mai, des mesures de rigueur à venir pour préserver la stabilité des finances publiques et la solidité de l'économie. Qualifiées de douloureuses, ces mesures de réduction de dépenses, en cours d'examen, porteront également sur les projets d'investissement, sans épargner des programmes de la Vision 2030. Ces déclarations intervenaient quelques jours après la publication des résultats de l'exécution budgétaire du 1er trimestre 2020, faisant apparaître une baisse de revenus de -22% conjuguée à une augmentation des dépenses de +4% par rapport au réalisé du 1er trimestre 2019. Ces résultats n'intègrent que très partiellement les conséquences de la baisse des cours du brut, qui ont chuté à partir de début mars, et l'effet sur les dépenses publiques des mesures de soutien à l'économie, dont les premières décisions ont été annoncées mi-mars.

1. Le ministre des Finances annonce des mesures de rigueur à venir pour préserver la stabilité des finances publiques et la solidité de l'économie

Le ministre des Finances saoudien - et ministre par intérim de l'Économie et du Plan - Mohammed Al Jadaan, a annoncé, le 2 mai, que **le gouvernement serait amené à prendre de nouvelles mesures, qualifiées de douloureuses, nécessaires pour préserver la stabilité des finances publiques** dans le contexte de la lutte contre la propagation de la pandémie du Covid-19 et de la chute des cours du pétrole. M. Al-Jadaan a insisté sur l'importance d'être préparé à une crise sanitaire susceptible de se prolonger, avec des conséquences économiques extrêmes, pour préserver les services de base de la population.

Ses déclarations intervenaient quelques jours après la publication des résultats de l'exécution budgétaire du 1^{er} trimestre 2020, faisant apparaître une baisse de revenus de -22% conjuguée à une augmentation des dépenses de +4% par rapport au réalisé du 1^{er} trimestre 2019. Ces résultats n'intègrent que très partiellement les conséquences de la baisse des cours du brut, qui ont chuté au lendemain de l'échec de la réunion OPEP+ du 6 mars, et l'effet sur les dépenses publiques des mesures de soutien à l'économie, dont les premières décisions ont été annoncées mi-mars.

Dans son intervention, le ministre a rappelé que **des réductions de dépenses avaient déjà été décidées** (dès le 18 mars, une réduction de 5% des dépenses par rapport au budget avait été annoncée) mais que **des baisses de dépenses additionnelles s'imposaient**, en particulier pour financer le système de santé destiné à pour procurer les services de soin nécessaires à l'ensemble de la population.

M. Al-Jadaan a déclaré que **les projets d'investissement seraient affectés par ces réductions et que des programmes de la Vision 2030 ne seraient pas épargnés**, sans préciser lesquels. Il a indiqué que toutes les options étaient actuellement à l'étude. Il a insisté sur la nécessité d'une stricte gestion des finances publiques dans le contexte, qui pourrait être durable, de bas cours du pétrole.

Conformément à ses récentes déclarations, le ministre saoudien a indiqué que **le financement du déficit** budgétaire 2020, désormais **prévu en forte hausse, serait assuré par un recours accru à l'endettement** à hauteur de 59 Mds USD et par **une ponction sur les réserves en devises de l'Etat**.

En référence aux récentes opérations réalisées par le Fonds souverain, d'acquisitions d'actions d'entreprises internationales ayant subi une forte décote et présentant des perspectives de rebond

importantes, le ministre a déclaré que ces investissements d'opportunité à rendements élevés attendus sur le long terme, étaient de première importance pour constituer les réserves financières futures qui permettraient de réduire les déficits éventuels des années à venir.

2. Des recettes en baisse de -22% et des dépenses en augmentation de 4% au 1^{er} trimestre 2020 par rapport à la même période en 2019

Les **recettes du 1^{er} trimestre ont atteint 51,2 Mds USD**, en baisse de -22% par rapport aux revenus de la même période en 2019. Cette diminution est due à la **baisse de -24% des recettes du secteur pétrolier** qui se sont élevées à 34 Mds USD (67% du total des revenus) contre 45 Mds USD au 1^{er} trimestre 2019. Cette baisse s'explique par la chute des cours du pétrole amorcée début mars, mais elle résulte également d'un versement exceptionnel, par Saudi Aramco, de dividendes à l'Etat au 1^{er} trimestre de l'année précédente. La diminution des recettes pétrolières sera plus marquée au second trimestre en raison des cours fortement déprimés sur la période.

Les **recettes non pétrolières** se sont élevées à 17 Mds USD, en **baisse de -17% par rapport** au 1^{er} trimestre 2019 (20 Mds USD). Elles sont composées pour les deux-tiers d'impôts et taxes (11 Mds USD), qui représentent 21% du total des recettes. Cette diminution illustre la baisse drastique de l'activité économique, conséquence des mesures de confinement mises en place dès le 16 mars. Les reports de paiement de charges et de cotisations décidées dans le cadre du plan de soutien à l'économie du 20 mars, pour une période initiale de trois mois, accentueront la baisse des revenus non pétroliers au second trimestre.

Les **dépenses de la période se sont élevées à 60,3 Mds USD**, en augmentation de +4% par rapport au 1^{er} trimestre 2019. Les **dépenses de fonctionnement (87,6% du total des dépenses)** ont globalement **progressé de +5%**. Les postes en augmentation sont : les salaires et pensions de la fonction publique (55% du total des dépenses, +2%) et les achats de biens et service (12% du total des dépenses, +74%). En contrepartie, les subventions (6% des dépenses) ont diminué de -25%.

Les **dépenses d'investissement** ont représenté **12,4% du total des dépenses (7,5 Mds USD), en baisse de -4%**. Les infrastructures (logement, gouvernement numérique) et les transports (routes, aéroports) ont représenté 43% de ces dépenses d'investissement.

Par secteur, la **défense** a été le **premier poste de dépenses avec 14 Mds USD**, soit 23% du total. **Second poste, l'éducation a représenté 20%** des dépenses du premier trimestre (12 Mds USD), suivi par la santé et les services sociaux (9 Mds USD, 15% des dépenses) et la sécurité intérieure et l'administration régionale (6 Mds USD, 10% du total). Les variations les plus significatives par rapport au 1^{er} trimestre 2019 ont concerné les infrastructures et le transport (+81%) et le secteur de la défense (+6%).

Le premier trimestre 2020 **s'est soldé par un déficit budgétaire de 9,1 Mds USD**. Son financement a été assuré par la trésorerie de l'Etat pour 2,4 Mds USD (26% du déficit) et par le produit des émissions de dette du 1^{er} trimestre pour le solde (6,7 Mds USD). Sur la période, le gouvernement a procédé à une émission obligataire sur les marchés internationaux de 5 Mds USD et à deux émissions domestiques d'obligations *sukuks*, dites islamiques, pour l'équivalent de près de 3 Mds USD.